



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 22 AU 28 MARS 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 22 au 28 mars 2022

Politiques économiques

Le Parti Libéral et le Nouveau Parti Démocratique (NPD) trouvent un accord de gouvernement

Suite aux élections fédérales intervenues en septembre dernier, qui s'est traduit par gouvernement de minorité formé par le Premier ministre sortant Justin Trudeau, le Parti Libéral et le NPD ont conclu un accord définissant les grandes orientations gouvernementales jusqu'en 2025. Le parti de Jagmeet Singh a notamment fait valoir ses positions dans le domaine de la santé (soins dentaires, assurance-médicaments), de l'accès au logement (construction de logements abordables), tandis que le Parti Libéral entend mettre en place sa proposition de taxe sur les grandes institutions financières et poursuivre sa politique climatique engagée depuis 2015. Le NPD a par ailleurs indiqué qu'il ne s'opposerait pas à la hausse des dépenses militaires souhaitée par les Libéraux.

Le Québec dévoile son budget 2022/2023

Le ministre de l'Économie du Québec, Eric Girard, a présenté le 22 mars le budget de la province pour l'exercice fiscal 2022/2023. Le gouvernement québécois prévoit 22 Md CAD (15,9 Md €) de dépenses additionnelles au cours des 5 prochaines années, dont 8,9 Md CAD (6,4 Md €) pour le système de santé ou encore 4,2 Md CAD (3 Md €) appuyer le développement économique de la province. Le gouvernement a par ailleurs annoncé le versement

d'une prestation de 500 CAD (362 €) à tous les québécois adultes disposant de revenus annuels inférieurs à 100 000 CAD (72 470 €), soit 90% de la population. L'opposition au gouvernement Legault (Coalition Avenir Québec) s'est interrogé sur le calendrier de versement de cette prestation, au coût estimé à 3,2 Md CAD (2,3 Md €), qui intervient à quelques mois des élections provinciales (début octobre prochain).

Le Canada lance des négociations pour un accord de libre-échange bilatéral avec le Royaume-Uni

La ministre du Commerce international Mary Ng a annoncé le 24 mars l'ouverture de négociations, dès le 28 mars, de négociations avec le Royaume-Uni en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange bilatéral. La ministre Ng a notamment rappelé, à l'issue d'un entretien avec la secrétaire d'État au commerce britannique Anne-Marie Trevelyan, que les consultations menées au printemps 2021 avaient souligné la volonté de la population canadienne de voir un accord de libre-échange conclu avec le partenaire britannique. Pour rappel, le Royaume-Uni était le 3^{ème} partenaire commercial du Canada en 2021, avec des échanges qui ont atteint 42,2 Md CAD (30,6 Md €).

Le gouvernement de l'Ontario dévoile un plan de 3,5 Md CAD pour les minéraux critiques

Le Premier ministre de l'Ontario Doug Ford (Parti Conservateur) a présenté les grandes orientations d'un plan stratégique pour les minéraux critiques à l'échelle de la province. Le coût de cette stratégie est estimé à 3,5 Md CAD (2,5 Md €) et se concentre sur les minéraux utilisés dans la construction des véhicules électriques

et appareils électroniques tels que le nickel, le cobalt, le lithium ou le platine. Le gouvernement ontarien entend renforcer les chaînes d'approvisionnement du Canada sur un marché mondial dominé par la Chine, la République démocratique du Congo (RDC) et la Russie.

Le Canada émet ses premières obligations vertes

Annoncée à l'occasion de la publication du budget 2021/2022 en avril dernier, le gouvernement canadien a annoncé l'émission de ses premières obligations vertes pour un montant estimé à 5 Md CAD (3,6 Md €). Selon les indications du ministère des Finances, les investissements seront fléchés vers des projets ayant un impact environnemental positif : infrastructures, véhicules électriques, transports publics, réduction de la pollution, préservation de la biodiversité, etc. Le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault a par ailleurs rappelé que cette émission s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de réduction des émissions de GES fixé par le PM Trudeau à l'occasion de la COP26 à Glasgow : une réduction des émissions de GES de 40 à 45% par rapport à 2005 d'ici 2030.

Entreprises

Le CRTC approuve, sous conditions, l'acquisition de Shaw par Rogers

Le 24 mars, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a annoncé son approbation, sous certaines réserves, l'acquisition de Shaw Communications par l'opérateur Rogers. Le CRTC a notamment exigé que Rogers verse cinq fois plus d'avantages au système de radiodiffusion que ce qu'il avait initialement proposé, soit 27,2 M CAD (19,8 M €). Ce versement soutiendra notamment la production de contenu des communautés autochtones et alimentera le Fonds des Médias du Canada, qui favorise l'accessibilité de la radiodiffusion. Le CRTC impose par ailleurs des mesures visant à protéger les services de programmation indépendants dans le cadre de leurs futures négociations avec Rogers.

Un mouvement de grève dans la compagnie ferroviaire Canadian Pacific (CP) autour des salaires, des pensions et des conditions de travail

Dimanche 20 mars, environ 3000 employés de la compagnie ferroviaire ont annoncé l'arrêt du travail, rapidement soutenus par l'un des principaux syndicats du rail (*Teamsters Canada Rail Conference*). Les employés de la compagnie ferroviaire pancanadienne réclamaient notamment des augmentations de salaire, une amélioration des pensions de retraite et de leurs conditions de travail. Les négociations avec la direction de CP ont été engagées dès les premières heures de la grève, alors qu'un conflit prolongé laissait craindre un impact négatif de cette sur l'économie canadienne, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire, très dépendant du transport ferroviaire. Les employés ont mis fin au mouvement social après 48 heures, le mardi 22 mars, avec un accord trouvé entre les parties pour faire appel à un médiateur.

Stellantis et LG Energy Solution s'associent pour la construction d'une usine de batteries en Ontario

Le constructeur automobile italo-français et l'entreprise sud-coréenne ont annoncé le 23 mars la construction prochaine d'une usine de batteries destinées aux véhicules électriques à Windsor (Ontario), un investissement estimé à près de 5 Md CAD (3,6 Md €). L'usine, qui emploiera environ 2 500 personnes, devrait voir sa construction démarrer au cours de cette année et être pleinement opérationnelle d'ici 2025. Le gouvernement provincial a par ailleurs indiqué avoir contribué à cet investissement, sans que le montant de cette contribution ne soit rendu public.

Air Canada commande de nouveaux avions A321 XLR

La compagnie aérienne pancanadienne a annoncé une nouvelle commande de 26 appareils A-321 XLR, dont 6 directement auprès du groupe aéronautique français Airbus (les 20 autres étant fournis par les bailleurs Air Lease Corp. et AerCap), qui devraient être livrés d'ici 2024. Cet appareil du constructeur français, réputé pour sa fiabilité technologique et efficace d'un point



de vue énergétique, devrait augmenter le nombre d'appareils de la compagnie disponibles pour les traversées transatlantiques.

Le *Business Council* appelle le gouvernement fédéral à financer un crédit d'impôt sur les technologies de stockage du carbone

Le *Business Council of Canada*, qui regroupe de grands industriels canadiens appartenant notamment à l'industrie pétrolière, estime que le gouvernement

fédéral devrait financer un crédit d'impôt allant de 50 à 75% pour les investissements dans les technologies de stockage et de capture du carbone, afin, selon eux, d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES fixés par le PM Trudeau (en particulier la « neutralité carbone » d'ici 2050). Le *Business Council* a notamment souligné que d'importantes quantités de carbone pouvaient être stockées dans l'ouest du Canada, où l'essentiel des hydrocarbures sont extraites.